

STATUTS

Dans le texte suivant, l'association sera désignée par le terme "Union".

PREAMBULE :

La Fédération Française des Jumelages Européens des PTT a été créée le 9 novembre 1962, trois années après l'envoi de la lettre d'Alexandre CHAPPE à Hans WINKEL qui représente pour tous les jumelateurs des PTT, la première pierre apportée à l'édification de ce mouvement universel d'amitié entre les peuples. A l'aube du troisième millénaire, et pour déborder son cadre européen, elle se transforme en Union Nationale des Jumelages de La Poste et de France Télécom.

ARTICLE 1 : OBJET - DUREE - SIEGE SOCIAL.

L'Association, désignée ci-après par le terme "Union", dite **UNION NATIONALE DES JUMELAGES POSTE ET TELECOMS (Sigle UNJPT)** déclarée au Journal Officiel le 9 Novembre 1962 sous le N° 00700. groupe des associations régies par la loi du 1er Juillet 1901, ou le droit local d'Alsace-Moselle.

Elle a pour but essentiel le développement et l'approfondissement des relations entre les personnels actifs ou retraités et leur famille de La Poste ou d'Orange, de leurs filiales ou autres organismes régulateurs au niveau de l'Etat, qui adhèrent aux associations départementales ou locales de jumelages établis entre villes ou entre circonscriptions administratives et leurs collègues étrangers.

L'Union a pour objet:

- de soutenir et de coordonner les activités des associations départementales ou locales de La Poste et d'Orange existantes;
- de promouvoir des réalisations nouvelles en renseignant et en assistant les bonnes volontés;
- d'encourager les rapprochements et multiplier les liens amicaux entre jumelateurs de nationalités différentes sur la base du secteur d'activité commun;
- de favoriser l'étude des langues afin de faciliter les contacts et la communication entre jumelateurs, pour le perfectionnement des connaissances individuelles et l'accompagnement des échanges professionnels;
- d'entretenir et d'intensifier les échanges culturels (intellectuels, littéraires et artistiques...) et les relations sociales et philanthropiques entre tous les membres des associations de jumelages de tous les pays du Monde;
- de mettre tout en oeuvre pour favoriser les échanges de jeunes et de salariés, les rencontres familiales, les réunions amicales et d'une façon générale toutes manifestations propices aux rassemblements des personnes soutenant les principes du jumelage et leur développement.

Sa durée est illimitée.

Son siège social est fixé au 13 rue de Javel 75015 PARIS. Il pourra être transféré par simple décision du conseil d'administration.

ARTICLE 2 : COMPOSITION.

L'Union se compose principalement des associations départementales et locales adhérentes, qui devront être agréées par le conseil d'administration dans les conditions fixées au règlement intérieur. Les associations qui n'obtiennent pas cet agrément ne peuvent utiliser le sigle **UNJPT** ni s'en recommander.

L'Union peut, en outre comprendre des membres fondateurs, des membres bienfaiteurs, des membres associés et des membres d'honneur.

Les membres fondateurs sont ceux qui ont contribué personnellement à la fondation de l'Union (et qui n'exercent plus de fonction au sein du conseil d'administration).

Les membres bienfaiteurs sont ceux qui apportent à l'Union des aides sous quelque forme que ce soit sans bénéficier des avantages de l'Union.

Les membres associés: cette qualité est reconnue par le conseil d'administration à des personnes morales ou des groupes ayant manifesté un intérêt actif pour le mouvement des jumelages, sans toutefois répondre aux critères qui définissent ci-dessus une association locale adhérente. Le conseil d'administration examine la compatibilité de la raison sociale et des objectifs des candidats au statut de membre associé, avec ceux de l'Union.

Les membres associés sont astreints au paiement d'une cotisation forfaitaire fixée chaque année par l'assemblée générale sur proposition du conseil d'administration.

Les membres d'honneur : ce titre est décerné par le conseil d'administration aux personnes de toute appartenance, qui rendent ou ont rendu des services signalés à l'Union. Les membres d'honneur participent de plein droit, sans être tenus d'acquitter une cotisation annuelle, aux réunions du conseil d'administration et à l'assemblée générale. Ils ne disposent pas du droit de vote, mais peuvent être appelés à donner leur avis sur un point figurant à l'ordre du jour.

Les présidents honoraires de l'Union ainsi que ceux de l'ex Fédération Française des Jumelages Européens des PTT participent, dans les mêmes conditions que les membres d'honneur, aux réunions du conseil d'administration et à l'assemblée générale. Ils n'ont pas voix délibérative.

Chaque association adhérente contribue au fonctionnement de l'Union en acquittant une cotisation annuelle qui est fonction du nombre de ses adhérents; le taux par adhérent est fixé chaque année par l'assemblée générale, sur proposition du conseil d'administration.

ARTICLE 3 : RESSOURCES.

Les ressources de l'Union se composent:

- 1) de la cotisation de ses membres,
- 2) du produit des fêtes, souscriptions bénévoles;
- 3) des aides financières de La Poste, d'Orange et autres organismes;
- 4) des intérêts et produits financiers;
- 5) de toutes les autres ressources autorisées par les textes législatifs et réglementaires.

ARTICLE 4 : PERTE DE LA QUALITE DE MEMBRE.

La qualité de membre de l'Union se perd:

- 1) lorsque l'association départementale ou locale a décidé de son retrait conformément à ses statuts;
- 2) par la radiation, prononcée après délibération du conseil d'administration de l'Union pour motifs graves, ou refus de contribuer au fonctionnement de l'Union.

L'association peut présenter un recours en assemblée générale.

ARTICLE 5 : CONSEIL D'ADMINISTRATION : COMPOSITION.

L'Union est administrée par un conseil composé de quinze membres du Groupe La Poste ou du Groupe Orange.

Le conseil d'administration est élu à bulletin secret par l'assemblée générale, dans les conditions prévues ci-après:

Les candidats doivent faire partie du personnel du Groupe La Poste ou du groupe Orange, dans son acception précisée à l'article 1, 2e alinéa, en activité ou en retraite, être majeurs, jouir de leurs droits civils et civiques et être agréés par leur association de base.

L'assemblée générale élit les administrateurs pour 3 ans, suivant les modalités fixées par le règlement intérieur.

Le renouvellement a lieu par tiers tous les ans.

Le conseil peut s'adjoindre, à titre consultatif et en tant que de besoin, des conseillers techniques.

Le conseil d'administration élit chaque année parmi ses membres, son bureau composé de:

- un président,
- le(s) vice-président(s),
- le secrétaire général,
- le trésorier général,

Sur proposition du président, le conseil d'administration choisit parmi les personnalités pressenties du Groupe La Poste ou du Groupe Orange, dans l'acception précisée à l'article 1, 2e alinéa, un président d'honneur pour parrainer l'Union et contribuer à sa représentativité au plus haut niveau.

Le conseil d'administration fixe l'ordre dans lequel les vice-présidents sont appelés à remplacer éventuellement le président.

Le conseil d'administration peut également déléguer à des administrateurs non membres du bureau des missions permanentes ou extraordinaires auprès du président, du secrétaire général ou du trésorier général.

Ces administrateurs délégués peuvent être invités aux réunions du bureau.

ARTICLE 6 : FONCTIONNEMENT DU C.A.

Le conseil se réunit chaque fois qu'il est convoqué par son président, ou sur demande du tiers au moins de ses membres, et au moins 3 fois par an.

La présence de la moitié de ses membres est nécessaire pour la validation des délibérations.

Les délibérations sont prises à la majorité simple. En cas de partage des voix, celle du président est prépondérante.

Dès que les éléments suffisants sont réunis, il vote le budget prévisionnel de l'exercice suivant.

Le conseil peut prononcer la radiation des administrateurs qui n'auront pas, sauf cas de force majeure, assisté à trois réunions du conseil d'administration entre deux assemblées générales consécutives, cette radiation pourra être prononcée si, dans le même intervalle, deux absences n'auraient pas été excusées.

Les décisions du conseil d'administration sont applicables sans réserve.

Tout manquement de la part d'un administrateur, défini comme tel au règlement intérieur, fera l'objet d'un rappel à l'ordre qui lui sera confirmé par écrit et notifié à son association d'origine.

En cas de récidive, également signalée à l'association d'origine, l'exclusion de cet administrateur sera mise aux voix de la prochaine réunion du conseil d'administration après inscription à l'ordre du jour et envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception à l'intéressé laquelle lui

précisera qu'il sera admis à présenter sa défense lors de cette réunion.

Si l'exclusion est prononcée, l'association d'origine de l'administrateur concerné sera informée de cette décision par le président de l'Union nationale.

Il est tenu pour chaque séance un procès-verbal signé par le président et le secrétaire général. Les procès-verbaux sont établis sans blanc ni rature sur des feuillets numérotés et conservés au siège de l'Union.

Les membres du conseil d'administration ne peuvent recevoir aucune rétribution à raison des fonctions qui leur sont confiées.

ARTICLE 7 : PRESIDENT D'HONNEUR.

Le président d'honneur a pour mission de parrainer l'Union et contribuer à sa représentativité au plus haut niveau. Pendant une durée à définir avec l'intéressé, il confère par sa présence, une légitimité nationale au mouvement associatif des jumelages et l'assiste dans les contacts avec les exploitants et les autres partenaires français et étrangers.

Il est membre de droit de l'assemblée générale.

Il est convié aux réunions du bureau et du conseil d'administration de l'Union

Il représente l'Union aux manifestations de toute nature organisées par les associations de jumelages, et aux manifestations officielles auxquelles le mouvement est invité à participer.

ARTICLE 8 : BUREAU.

Le bureau est chargé d'organiser le travail en fonction des décisions prises par le conseil d'administration d'une part et selon la motion d'orientation votée par l'assemblée générale d'autre part. Le bureau traite en outre les questions de gestion courante.

ARTICLE 9 : RÔLE DES COMMISSIONS.

Dans les domaines établis par le conseil d'administration constitutif, elles assurent l'expertise c'est-à-dire qu'elles sont chargées d'étudier les actions et propositions de leur compétence. Soumises ensuite au conseil d'administration, ces propositions ne deviennent exécutoires qu'après un vote dans les conditions définies à l'article N° 6.

ARTICLE 10 : ASSEMBLEE GENERALE.

Les personnels salariés de l'union peuvent être appelés à la demande du Président à assister aux séances de l'assemblée générale et du conseil d'administration avec voix consultative.

L'assemblée générale de l'Union comprend les délégués des associations et des membres associés, ainsi que le Président d'honneur, et les Présidents honoraires, les membres d'honneur et les administrateurs.

Lors du vote, les délégués des associations disposent d'autant de voix que de quotes-parts reversées à l'Union par l'association à laquelle ils appartiennent.

Le nombre de délégués par association est proportionnel au nombre de ses adhérents. Ce nombre est déterminé selon les modalités établies par le règlement intérieur.

Chaque association peut en outre désigner des observateurs dans la limite du nombre de ses délégués. Ceux-ci peuvent assister aux délibérations, mais ne peuvent prendre part ni aux débats ni aux votes.

Chaque membre associé a droit à 1 délégué.

L'assemblée générale se réunit une fois par an et chaque fois qu'elle est convoquée par le conseil d'administration ou sur la demande d'au moins un quart de ses membres représentant le quart des voix.

Son bureau est celui du conseil d'administration.

Elle entend les rapports sur la gestion financière et morale de l'Union.

Elle examine et approuve par un vote les comptes de l'exercice clos, en affecte le résultat (excédent ou déficit), détermine le montant des cotisations dans l'article 2, ratifie le budget prévisionnel de l'exercice suivant, délibère sur les questions mises à l'ordre du jour et pourvoit au renouvellement des membres du conseil d'administration.

Elle vote la motion d'orientation proposée par une commission paritaire composée d'administrateurs en exercice et de délégués présents à l'assemblée générale.

Le rapport annuel et les comptes sont adressés chaque année à tous les membres de l'Union.

ARTICLE 11 : RÔLE DU PRÉSIDENT.

Le président représente l'Union dans tous les actes de la vie civile. Il ordonnance les dépenses. Il peut donner délégation dans des conditions qui sont fixées par le règlement intérieur.

En cas de représentation en justice, le président ne peut être remplacé que par un mandataire agissant en vertu d'une procuration spéciale.

Il peut se faire assister par le président d'honneur

ARTICLE 12 : RÔLE DU TRÉSORIER GÉNÉRAL.

Il est tenu au jour le jour sous la responsabilité du trésorier général une comptabilité dite en partie double conforme aux dispositions énoncées par l'organisme de tutelle et les règles de comptabilité générale. Le trésorier général tient également le fichier de l'Union.

Il exerce un contrôle sur l'identité des adhérents des associations, grâce à la liste nominative fournie par les associations adhérentes lors du règlement annuel des cotisations. Enfin, il établit un rapport financier pour l'assemblée générale.

ARTICLE 13 : RÔLE DU SECRÉTAIRE GÉNÉRAL.

Le secrétaire général est chargé du fonctionnement administratif de l'Union et notamment:

- de la correspondance,
- des convocations et comptes-rendus,
- de la presse
- des assurances,
- du rapport moral,
- de la tenue des registres spéciaux prévus par la loi et de l'exécution des formalités

prescrites.

Il coordonne les activités et assume la responsabilité administrative des agents travaillant au siège de l'Union.

ARTICLE 14 : ALIÉNATIONS.

Les délibérations du conseil d'administration relatives aux acquisitions, échanges, et

aliénations d'immeubles nécessaires aux buts poursuivis par l'Union, constitution d'hypothèque sur lesdits immeubles, baux excédant neuf années, aliénations de biens rentrant dans la dotation et emprunts doivent être approuvés par l'assemblée générale.

ARTICLE 15 : CONTENU DES DISCUSSIONS.

Toute discussion sur des questions syndicales, politiques ou confessionnelles est interdite.

ARTICLE 16 : MISSION DU COMMISSAIRE AUX COMPTES.

La désignation du commissaire aux comptes par le conseil d'administration est validée par l'assemblée générale.

Engagé, ainsi que son suppléant, pour une période obligatoire de 6 exercices, il procède à l'établissement des comptes annuels selon le format applicable à l'association.

Il participe à l'arrêté des comptes lors du conseil d'administration précédent l'assemblée générale.

L'assemblée générale approuve les comptes présentés après lecture des rapports du commissaire aux comptes.

Le commissaire aux comptes déclenche une procédure d'alerte en cas d'indice d'une possible défaillance financière de l'association et révèle au Procureur de la République tout fait qu'il découvrirait à l'occasion de sa mission susceptible d'avoir une qualification pénale.

ARTICLE 17 : MODIFICATIONS STATUTAIRES.

Aucune modification statutaire ne pourra être soumise à l'assemblée générale si elle n'a été déposée, au plus tard, trois mois avant l'ouverture de ladite assemblée générale, de façon à pouvoir être examinée par le conseil d'administration, et ensuite transmise, pour examen, aux associations avant l'assemblée générale. Elle ne sera déclarée admise que si elle a obtenu la majorité absolue des votants.

ARTICLE 18 : DISSOLUTION.

La dissolution de l'Union ne peut être prononcée, à bulletin secret, que par l'assemblée générale convoquée spécialement à cet effet. Pour être valable, la décision doit être votée par 2/3 au moins des associations présentes, celles-ci devant représenter statutairement au moins la moitié plus un du nombre total des adhérents de l'ensemble des associations composant l'Union.

Si le quorum n'est pas atteint, le président convoque avec le même ordre du jour une deuxième assemblée dans un délai minimum de 15 jours.

Cette assemblée délibère valablement quel que soit le nombre des associations présentes.

L'assemblée générale désigne un ou plusieurs commissaires chargés de la liquidation des biens de l'Union dans les conditions qu'elle aura fixées.

Elle attribue l'actif net conformément à la loi.

ARTICLE 19 : RELATIONS AVEC EUROJUMELAGES.

L'Union Nationale des Jumelages Poste et Télécoms, (UNJPT), dispose au sein du conseil d'administration d'Eurojumelages :

1) du poste de président si le candidat présenté par l'Union nationale est élu par l'assemblée générale d'Eurojumelages.

2) de deux postes de délégués permanents, élus par le conseil d'administration de l'Union Nationale pour trois ans, parmi les administrateurs ayant exercé au moins un mandat révolu de trois ans en son sein. Les mandats des délégués permanents sont renouvelables. Ils peuvent être interrompus par démission, décès ou délibération contraire du conseil d'administration de **l'Union Nationale des jumelages Poste et Télécoms**.

Les remplacements éventuels (temporaires ou définitifs) s'effectuent comme indiqué ci-après:

- délégués permanents: ils sont remplacés dans l'ordre par les candidats arrivant en 3ème, 4ème ou 5ème position lors de l'élection.

En cas d'égalité de voix, le candidat le plus ancien au sein du conseil d'administration de l'**UNJPT** est déclaré élu.

En outre, le conseil d'administration de l'**Union Nationale des Jumelages Poste et Télécoms** propose, tant que le siège d'Eurojumelages est fixé en France, le secrétaire général et le trésorier général. Il peut également mettre ces postes à disposition d'autres pays membres d'Eurojumelages.

Quelle que soit la nationalité des intéressés, le conseil d'administration de l'**UNJPT** peut mettre fin à leur fonction pour motifs graves et après délibération.

ARTICLE 20 : DISPOSITIONS COMPLEMENTAIRES ET TRANSITOIRES.

Le conseil d'administration établit et tient à jour un règlement intérieur contenant toutes les prescriptions complémentaires qui peuvent être utiles au bon fonctionnement de l'Union.

En cas de force majeure, le conseil d'administration prend toutes les dispositions utiles pour les points non prévus aux présents statuts à charge pour lui d'en référer à la prochaine assemblée générale.

Le Président,

Le Secrétaire Général,

Michel MOREL

Claude LUCAS